

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 10/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CEPE DES CLAVES**

ZI de Courtine  
115 rue Mourelet  
84000 Avignon

Références : 20251009-RAP-DAEN1101

Code AIOT : 0006112593

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement CEPE DES CLAVES implanté Les Claves 26230 Roussas. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été déclenchée suite à information de l'inspection d'un incendie criminel sur trois éoliennes du parc éolien de Roussas-Claves.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEPE DES CLAVES
- Les Claves 26230 Roussas
- Code AIOT : 0006112593
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Les caractéristiques du parc sont :

N° du Permis de construire et date : 5 juillet 2002 (tacite)

Mise en Service : le 18 janvier 2006

Fabricant : VESTAS modèle V66/1,75

6 éoliennes de 1,75 MW unitaire

La hauteur de moyeu est de 60 mètres.

Pour information, un deuxième parc de 6 éoliennes est présent sur le même site (exploitée par une autre société : CEPE des Gravières).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Contrôle des SIS incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 12/09/2025, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Accès aux équipements	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Propreté aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie criminel a eu lieu sur le parc éolien de Roussas Claves dans la nuit du 3 au 4 septembre 2025. 3 éoliennes ont été incendiées en pied de mat (éolienne T6, T7 et T8). L'incendie s'est limité au pied de mat des éoliennes. Elles sont à l'arrêt. Un balisage a été réalisé autour des éoliennes pour matérialiser un périmètre de sécurité.

L'aviation civile a été informée de l'arrêt du balisage des éoliennes concernées pour cause

technique.

L'exploitant a condamné les ouvertures pour empêcher l'accès libre aux éoliennes.

Des contrôles concernant les détecteurs de fumées restent à fournir.

Ce dernier doit compléter ses consignes de sécurité concernant la partie « limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt pour les défauts de structures des pales ».

L'exploitant proposera des mesures pour éviter qu'un évènement similaire (incendie criminel) ne se reproduise.

A signaler que le 1<sup>er</sup> septembre 2025, une pale de l'éolienne T6 (qui a aussi été l'objet de l'incendie criminel par la suite) a été abîmée suite à un coup de foudre (ouverture sur un mètre en bout de pale).

Un coup de foudre à proximité de l'éolienne T6 a été enregistré à 1h41 du matin et concorde avec le moment de l'arrêt de l'éolienne. L'éolienne avait été maintenue en arrêt, en attente de réparation et la zone avait été balisée. Aucun dégât et aucun impact sur l'environnement n'était à déplorer.

Les pales du parc éolien avaient fait l'objet d'un contrôle en avril 2025. Il n'y a pas eu de défaut constaté nécessitant une réparation en 2025 en ce qui concerne les bouts de pales de l'éolienne T6.

Pour les éoliennes T6 et T8 des défauts doivent être réparés en 2025.

Pour toutes les éoliennes des défauts doivent être investigués.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Accès au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  L'accès est carrossable et entretenu. Pour information le parc éolien dispose d'une clôture agricole et d'un portail fermant à clé. Les abords de l'installation sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Accès aux équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Les 3 éoliennes ayant subi l'incendie criminel ont fait l'objet d'un balisage au sol pour matérialiser un périmètre de sécurité.  Les 3 éoliennes étaient fermées à clé mais les bouches d'aération présentes sur les portes des 3 éoliennes incendiées ont été détruites. Il a été demandé à l'exploitant de boucher ces accès. Post-inspection, l'exploitant a déclaré l'avoir fait pour les 3 portes (photo d'une des portes à l'appui).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Propreté aérogénérateur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté aérogénérateur
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Les 3 éoliennes ne présentaient pas de matériaux entreposés ou de restant de matériaux brûlés qui auraient été entreposés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Contrôle des SIS incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des SIS incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.  III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas <b>d'incendie</b> , de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. [...]  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
<b>Constats :</b>  II. Les pales du parc éolien avaient fait l'objet d'un contrôle en avril 2025. Il n'y a pas eu de défaut constaté nécessitant une réparation en 2025 en ce qui concerne les bouts de pales de l'éolienne T6 (ouverture en bout de pale suite à impact de foudre le 1 <sup>er</sup> septembre 2025). Un coup de foudre à proximité de l'éolienne T6 a été enregistré à 1h41 du matin et concorde avec le moment de l'arrêt de l'éolienne. Pour les éoliennes T6 et T8 des défauts doivent être réparés en 2025. Pour toutes les éoliennes des défauts doivent être investigués.  III. L'exploitant déclare qu'un détecteur incendie est présent en nacelle. Il a été montré qu'une maintenance annuelle a été faite sur l'éolienne T10 le 31 juillet 2025 sur ce point (« Détecteurs de fumée OK »).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé de fournir les contrôles des détecteurs incendie des 5 autres éoliennes du parc éolien de Roussas Claves sous 1 mois.  La réparation des défauts des pales de l'éolienne T6 et T8 est à justifier. Pour toutes les éoliennes les résultats des investigations seront fournis ainsi que les suites à donner.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>- <b>les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales</b> et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li><li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, <b>incendie</b> ou inondation.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fourni les consignes de sécurité indiquant les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt pour les défauts de structures des pales :</p> <p>La procédure traite les défauts de moteur de pitch, des raccords vissés et de sifflement de pale. <u>Elle ne traite pas les défauts de structures des pales que peut rencontrer le parc notamment par des impacts de foudre.</u></p> <p>L'exploitant a fourni les consignes de sécurité indiquant les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans la situation suivante : incendie.</p> <p>Les consignes de sécurité (notamment incendie) pour le personnel sont dans le plan de prévention (risques identifiés, mesures de prévention) avec une fiche réflexe notamment sur l'incendie (protéger, alerter, sécuriser, enregistrer).</p> <p>La procédure « MQSE-016- Prévention des situations d'urgence et capacité à réagir » est applicable.</p> <p>Elle indique notamment la conduite à tenir en cas d'incendie (en nacelle, en pied de machines, protéger, alerter).</p> <p>Concernant l'article 23 de l'arrêté ministériel éolien traitant notamment de l'incendie, une</p>

procédure (procédure Supervision RES France - traitement des alertes ICPE) précise bien de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes. La procédure précise qu'il faut réagir immédiatement (le délai réglementaire est de 60 minutes pour mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les points contrôlés de l'article 22 ont été : - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt pour les défauts de structures des pales, - les consignes de sécurité en cas d'incendie.  L'exploitant doit compléter sous 2 mois ses consignes de sécurité conformément aux remarques formulées par l'inspection des installations classées (case « Constats » ci-dessus) pour la partie « limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt pour les défauts de structures des pales ».
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/09/2025, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni une fiche Barpi de déclaration d'accident pour la pale ouverte et une fiche Barpi pour l'incendie criminel.  Concernant l'incendie criminel, il est demandé à l'exploitant un rapport d'accident conforme à l'article R. 512-69 du code de l'environnement notamment les mesures à prendre pour qu'un évènement similaire ne se reproduise pas.



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournira le rapport pour l'incendie malveillant sous 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Délais :</b> 2 mois